

Vers une limitation des malversations financières au Gabon

Page 9

POTENTIEL HEBDO

Potentiel Hebdo vous souhaite une bonne fête de la Pentecôte 2014



Agenda des affaires

N°0023 du jeudi 05 juin 2014

10 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

300 F CFA

L'IHEM, Ecole supérieure de référence au Gabon

Dans ce numéro :

ECONOMIE Page 2



Pour la transformation de l'Afrique

SOCIAL Pages 2 & 3

Que peuvent attendre les gabonais de Sylvia Bongo ?

Journée mondiale sans tabac

SPORT Page 2

CAN des U-20 : le Gabon poursuit l'aventure

Taylor Mabika remporte son combat



Pages 6, 7, 8, 9, 11 & 12

Le Campus C (le 3^{ème}) de l'Institut des Hautes Etudes de Management : structure moderne de formation avec parking et aire de jeu susceptible de contribuer à l'épanouissement de la jeunesse africaine

DOSSIERS ET REPERES

Pages 4 & 5

Quel Code aujourd'hui pour la communication au Gabon ?

POTENTIEL HEBDO

HEURES D'OUVERTURE :

Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00 Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49

GESTION D'ENTREPRISE

L'IHEM et le système Licence Master Doctorat

(suite de la page 7)

varier". Certaines écoles, notamment en Afrique où nombreuses d'entre elles ne maîtrisent pas encore le système LMD, refusent le passage en année supérieure pour ceux qui n'ont pas validé leurs différents crédits et choisissent de faire passer un examen de rappel

cette admission, point de grade de Master à l'IHEM où l'admission en Master 2 se fait sur concours avec donc des places limitées imposant que le dossier soit réellement bon. Les notes ont également une importance comme le mémoire réalisé en Master 1. Le champ épistémologique

cherche qu'un Directeur de thèse accepte de valider, Directeur qui, en plus de donner un avis sur le projet, émettra aussi un avis sur le niveau de compétences en recherche, ce qui ne revient pas toujours à la même chose. Ainsi, tous les ensei-

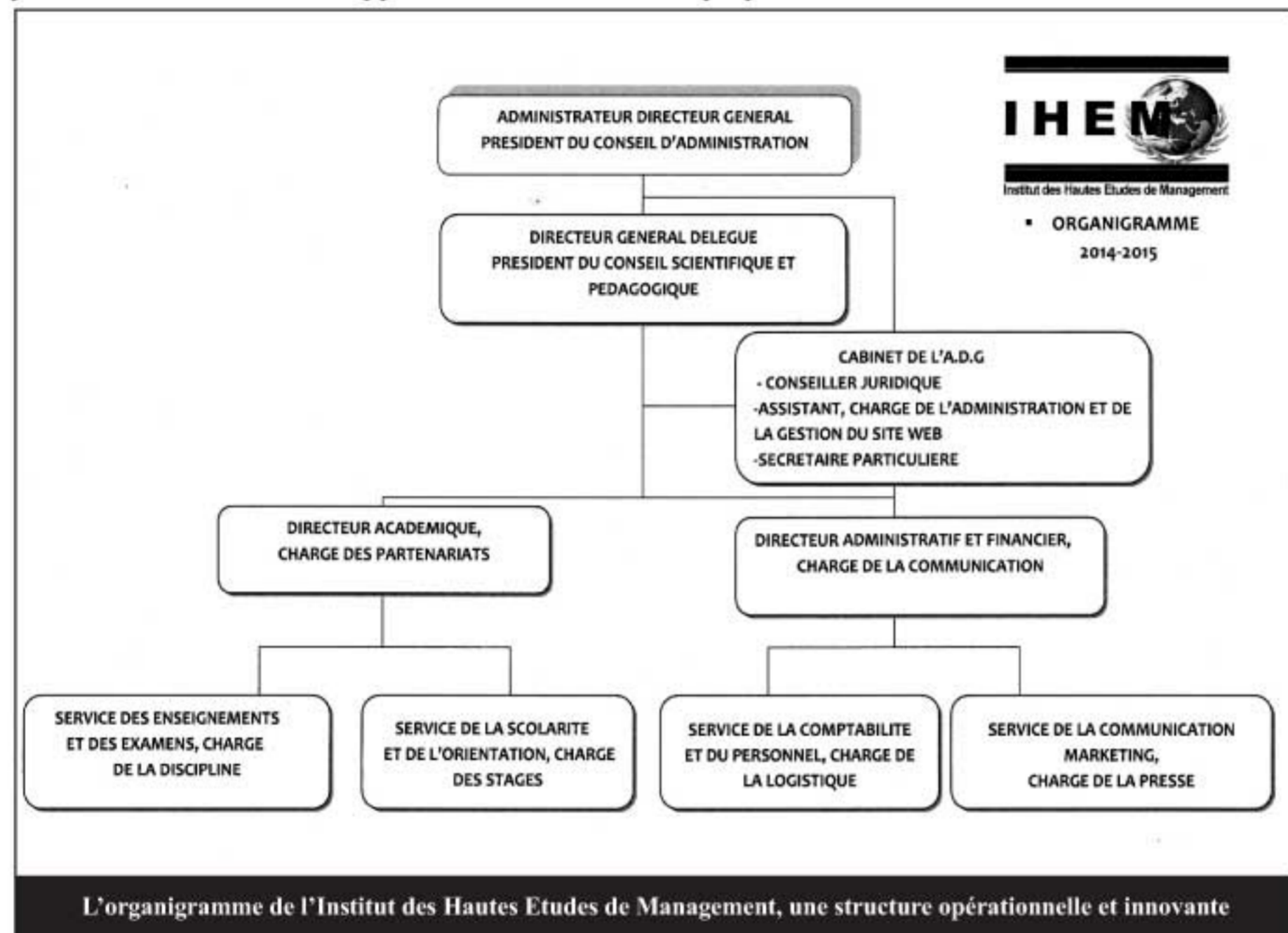
LA VALIDATION DES ACQUIS ET DE L'EXPERIENCE

L'inscription à certains niveaux du cursus peut aussi dépendre des acquis antérieurs. Ainsi, des commissions de validation des acquis et de l'expérience (VAE) peuvent, à la demande de l'étudiant, autoriser ce dernier à s'inscrire directement en deuxième année de Licence si ce dernier a antérieurement fait des études qui se rapprochent de la filière ou de l'option choisie et qu'il y a atteint un certain niveau. Cette Commission statue également sur des équivalences par unité d'enseignement pour dispenser l'étudiant d'un ensemble d'enseignements, chaque cas étant à considérer individuellement car l'on peut y gagner, comme y perdre.

Dans tous les cas, à chaque étape de la formation, l'on peut bénéficier de stages pratiques qui sont à prendre au sérieux pour conforter la formation théorique. Ce qui garantit à la fin de la formation d'avoir un minimum d'expérience susceptible de favoriser l'employabilité. De nombreux étudiants peuvent également être proposés par l'école pour des places de stage rémunérés ou d'emplois disponibles auprès des entreprises avec lesquelles elle a des contrats de partenariat.

Pour mieux comprendre ce système, le service information et orientation sur les filières de formation et les carrières de l'IHEM offre des prestations visant à assurer des relations optimales entre les étudiants et les entreprises ainsi qu'une meilleure connaissance du système LMD.

Constant OYONO EBANG OBAME



L'organigramme de l'Institut des Hautes Etudes de Management, une structure opérationnelle et innovante

avant la reprise et donc la poursuite du cursus, à cause des problèmes de chevauchement qui se posent.

En somme, à l'IHEM, une fois la Licence complète obtenue, l'inscription en première année Master reste un droit, pour peu que la Licence obtenue soit compatible avec le Master envisagé. Et si ce n'est pas le cas, l'entrée en Master 1 peut dépendre d'une sélection avec des enseignements de mise à niveau pour l'acquisition des prérequis nécessaires à l'admission déclarée après des tests de niveau réussis.

L'entrée en seconde année de Master est une étape clé. Sans

logique le plus étudié durant le cursus, le domaine des stages, le nombre de stages effectués, les connaissances annexes ainsi que les options choisies durant le cursus ont donc une importance primordiale d'autant que l'entrée dans certains Masters 2 peut-être aussi dépendante d'un entretien devant un jury qu'il faudra convaincre des choix avec en plus le fait que dans un Master 2 recherche, il faut un projet scientifique validé par son Directeur de thèse.

L'inscription en Doctorat repose certes sur la détention d'un Master 2 recherche. Mais pour pouvoir s'inscrire en thèse, il faut d'abord un projet de re-

gnants ne sont pas habilités à diriger des recherches et ne peuvent donc pas tous suivre une thèse. Ensuite, le Directeur du laboratoire qui va accueillir pour la thèse donne aussi un avis favorable, et enfin que l'école doctorale accepte tous ces avis. Cette dernière acceptation pourra être aussi motivée par le niveau de réussite au Master 2. L'IHEM accepte également l'inscription en Doctorat des étudiants qui n'ont pas suivi de Master recherche mais plutôt un Master professionnel. Dans ce cas, les conditions susmentionnées sont toujours valables, peut être même plus élevées.

GESTION D'ENTREPRISE

Les débouchés professionnels à l'IHEM

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (DUT)

Action commerciale

- Assistant de manager
- Attaché de direction
- Responsable ou chargé d'études
- Chef de produit
- Responsable achat et approvisionnement
- Assistant ou chargé marketing
- Gestionnaire de portefeuille
- Chargé des ventes
- Responsable après ventes
- Conseiller clientèle
- Chargé des relations publiques

Banque finance et assurances

- Assistant de manager
- Comptable
- Gestionnaire de portefeuille
- Contrôleur financier
- Assistant comptable
- Gestionnaire de projet
- Courtier d'assurance
- Conseiller clientèle
- Guichetier
- Gestionnaire conseil de banque
- Assistant de banque

Carrières juridiques

- Assistant juridique
- Responsable ou chargé d'études
- Assistant de manager
- Clerc d'huissier
- Greffier des tribunaux et des cours
- Assistant d'avocat
- Clerc de notaire

Commerce international

- Assistant de manager
- Attaché de direction
- Responsable ou chargé d'études
- Chef de produit
- Attaché de produit
- Responsable achat et approvisionnement
- Assistant ou chargé marketing
- Gestionnaire de portefeuille
- Chargé des ventes
- Responsable après ventes
- Conseiller clientèle
- Chargé des relations publiques

Communication d'entreprise

- Assistant de communication
- Attaché de direction
- Assistant de manager
- Journaliste
- Producteur
- Réalisateur et graphiste
- Maquettiste publicitaire
- Infographiste
- Responsable ou chargés d'études
- Responsable d'achat d'espace
- Chargé des relations publiques

Comptabilité gestion des organisations

- Assistant de manager
- Comptable
- Gestionnaire de portefeuille
- Contrôleur financier
- Assistant comptable
- Gestionnaire de projet
- Courtier d'assurance
- Conseiller clientèle
- Guichetier
- Gestionnaire conseil de banque
- Assistant de banque

Gestion logistique et transport

- Assistant de manager
- Attaché de direction
- Responsable ou chargés d'études
- Chef de produit
- Attaché de produit
- Responsable achat et approvisionnement
- Assistant ou chargé marketing
- Gestionnaire de portefeuille
- Chargé des ventes
- Responsable après ventes
- Conseiller clientèle
- Chargé des relations publiques

Gestion des ressources humaines

- Responsable ou assistant des ressources humaines
- Chargé du recrutement
- Responsable du service information
- Chef du personnel

Gestion touristique et hôtelière

- Agent ou guide touristique
- Assistant ou chargé touristique
- Responsable ou chargé d'études
- Responsable ou chargé des ventes de produits touristiques
- Maître d'hôtel
- Manager de salle
- Room Service
- Barman

Qualité, hygiène, sécurité et environnement

- Assistant qualité
- Gestionnaire des déchets et de l'environnement
- Directeur du personnel chargé de la santé et de la sécurité au travail

Transit douane

- Assistant de manager
- Attaché de direction
- Responsable ou chargé d'études
- Transitaire
- Attaché ou chef de produit
- Responsable achat et approvisionnement
- Assistant ou chargé marketing
- Gestionnaire de portefeuille
- Chargé des ventes
- Responsable après ventes
- Conseiller clientèle
- Chargé des relations publiques

LICENCE PROFESSIONNELLE

Carrières juridiques

- Assistant juridique
- Responsable ou chargé d'études
- Assistant de gestion
- Assistant de manager
- Clerc d'huissier
- Greffier des tribunaux et des cours
- Assistant d'avocat
- Clerc de notaire

Communication marketing

- Chef de produit ou de secteur
- Attaché commercial
- Attaché ou assistant communication ou marketing
- Responsable ou chargé des relations publiques

Comptabilité banque et finance

- Assistant comptable
- Analyste financier
- Gestionnaire comptable
- Responsable du centre profit
- Gestionnaire de banque
- Gestionnaire des assurances

Gestion administrative

- Responsable ou assistant administratif
- Chargé du recrutement
- Assistant du service information
- Chef du personnel
- Chargé d'études
- Chargé de la communication

Gestion logistique et transport

- Responsable expéditions et SAV
- Responsable logistique
- Responsable d'exploitation transport de voyages
- Responsable achats approvisionnements
- Contrôleur logistique
- Responsable de méthodes logistiques

Gestion des ressources humaines

- Responsable ou assistant des ressources humaines
- Chargé du recrutement
- Responsable du service information
- Chef du personnel

Gestion touristique et environnementale

- Responsable touristique et environnement
- Responsable ou chargé d'études
- Responsable chargé des ventes de produits touristiques
- Maître d'hôtel

Qualité, hygiène, sécurité et environnement

- Responsable de la qualité
- Gestionnaire des déchets et de l'environnement
- Responsable du personnel chargé de la santé et de la sécurité au travail

MASTER

Carrières juridiques

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Directeur ou conseiller juridique
- Responsable ou chargé d'études
- Assistant de manager
- Clerc d'huissier
- Greffier des tribunaux et des cours
- Assistant d'avocat
- Clerc de notaire

Communication marketing

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Directeur de la communication
- Directeur marketing
- Chargé d'études

Comptabilité banque et finance

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Directeur ou conseiller financier
- Contrôleur de gestion
- Chargé d'études

Gestion administrative

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Directeur ou conseiller administratif
- Chargé du recrutement
- Responsable du service information
- Chef du personnel

Marketing commerce international

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Responsable approvisionnement et ventes
- Directeur ou conseiller marketing et publicité
- Gestionnaire de portefeuille
- Responsable après ventes
- Responsable des relations publiques

Qualité, hygiène, sécurité et environnement

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Directeur de la qualité
- Gestionnaire des déchets et de l'environnement
- Directeur du personnel chargé de la santé et de la sécurité au travail

Gestion logistique et transport

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Directeur logistique et transport
- Chef transitaire
- Responsable de produit
- Responsable achat et approvisionnement
- Gestionnaire de portefeuille
- Responsable des ventes
- Responsable après ventes

Gestion des ressources humaines

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Directeur des ressources humaines
- Conseiller GRH
- Chargé d'études

Tourisme international

- Chef d'entreprise
- Cadre d'entreprise ou d'administration
- Assistant ou chargé touristique
- Responsable ou chargé d'études
- Responsable ou chargé des ventes de produits touristiques
- Maître d'hôtel
- Manager de salle
- Barman
- Room service

MBA

Sciences de gestion

- Expert consultant en management stratégique
- Expert consultant en stratégies de communication
- Expert consultant en comptabilité finance
- Expert consultant en gestion des ressources humaines
- Expert consultant en gestion commerciale et marketing
- Expert consultant en gestion administrative
- Expert consultant en gestion des hôpitaux
- Expert consultant en droit des affaires et carrières juridiques
- Expert consultant en banque finance assurance

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

ECONOMIE

Vers une limitation des malversations financières au Gabon

Le mot budget est l'un des termes comptables les plus usités dans la vie courante. Connus sous le nom de « pot-pote » auprès des ménages gabonais pour dire budget familial, le budget n'est toutefois pas seulement le propre des personnes morales comme nous le démontre l'actualité économique où budget rime avec État ou Entreprise. Cependant, gardons à l'esprit que le budget est un concept de planification relativement simple qui n'a toutefois pas la même signification pour tout le monde. Par expérience, nous avons remarqué qu'il épouse des formes de présentation plus organisée selon la nature et la taille de l'agent économique qui l'élabore. Tout cela justifie à bien d'égards, le débat polysémique qui entoure ce terme comptable sans toutefois s'éloigner des éléments substrats communs à toutes ces approches définitionnelles. Un budget est donc caractérisé par les éléments suivants: c'est un plan formalisé généralement exprimé en termes quantitatifs, décrivant les opérations à dérouler pour une période à venir définie ; il concerne une entité spécifique (ménage, entreprise, État).

Au Gabon pratiquement, toutes les organisations publiques sont assujetties par la loi qui les oblige à établir des budgets : c'est la loi des finances. Les finances publiques s'inscrivent dans une vaste catégorie de la relation homme-argent connue sous l'approche conceptuelle relation principal-agent, qui traite de la façon dont certaines personnes cooptées, choisies, nommées ou élues, dépensent l'argent d'autres personnes, actionnaires, mandataires, contribuables, citoyens, pour le compte de ces dernières. Qu'en est-il de cette relation principal-agent dans le secteur privé ? Cette théorie d'agence peut-elle éclairer la Budgétisation par objectifs de programmes ? Comment solutionner le problème d'asymétrie d'information résultant de cette relation ? Que pouvons-nous tirer comme enseignement des grands leaders en matière de planification budgétaire ?

La logique est toute autre ; que l'on parte d'un agent économique public ou d'une unité économique du secteur privé comme les entreprises, cette relation s'illustre par les dirigeants nommés qui dépensent l'argent des actionnaires (mandataires) pour le compte de ces derniers.

LA THÉORIE D'AGENCE POUR ÉCLAIRER LA PRATIQUE DE LA BOP

Bien que les paradigmes diffèrent entre finances publiques et finances corporate pour ainsi dire finances des entreprises, toutefois elles se rapprochent en partie par la relation principal-agent, qui constitue

le cadre conceptuel commun, où délégation et responsabilité jouent un rôle crucial.

Le concept relation principal-agent met sur scène deux parties au travers un contrat ou un pacte social. La première partie est nommée principal et l'autre agent. Il est à rappeler que l'agent doit agir pour le compte du principal selon des règles fixées au contrat. Plus le principal renvoie à un public plus large, plus la relation principal-agent devient plus complexe et tend vers les finances publiques. Voici quelques exemples de la multiplicité des relations principal-agent en finances publiques :

- les électeurs sont le principal dont les politiciens sont les agents ;



La limitation des malversations financières, un enjeu majeur de la bonne gouvernance

- le ministère des finances est le principal dont les agents sont les ministères sectoriels.

L'existence d'une relation d'agence pose deux problèmes.

LA RELATION ÉLECTEURS-POLITIICIENS QUAND LES INTERÊTS DIVERGES

Les intérêts du principal et de l'agent peuvent être différents.

Il existe une asymétrie d'information entre le principal et l'agent. Cette asymétrie d'information a longtemps joué à la faveur de nombreux détournements de fonds et à la mauvaise répartition des deniers publics. Dans cette asymétrie, le politicien (l'agent) est généralement mieux informé que les citoyens (le principal), qu'il s'agisse des actions menées ou des questions relatives au budget de l'État. Comme par exemple bon nombres des leaders, si l'impact d'un budget des moyens n'exigeait pas de responsabilité, par conséquent il autorisait la dépense. Une fois la dépense autorisée, les gestionnaires publics, qui ne se sont engagés sur

aucun objectif, peuvent se sentir libres de dépenser comme ils l'entendent, sans que les gaspillages inhérents à l'absence de responsabilité puissent leur être reprochés et ces fonds ont longtemps financés les campagnes politiques où les cartons des gadgets (tee-shirts et casquettes) écumant encore certaines concessions des dignitaires du monopartisme.

Aujourd'hui, le Gouvernement et autres agents de l'État doivent maintenant solliciter des autorisations de dépense sur la base de programmes, c'est-à-dire de politiques publiques, auxquels sont associés des objectifs et des indicateurs qui permettront, après exécution, d'en mesurer le degré de réalisation.

L'intérêt de la transition vers les nouvelles finances publiques est difficilement

contestable. Le budget de programmes, est certes plus complexe à établir et à exécuter que le budget de moyens, mais il est le seul qui permette de traduire les politiques publiques en un budget, instrument d'opérationnalisation de ces dernières.

L'examen des lois de finances, qui définissent l'équilibre économique et financier, déterminent aussi, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'État compte, sera désormais orienté sur les objectifs à atteindre et non plus sur les crédits ou les dépenses

LE COMPTE-RENDU DES PROGRAMMES : UN CONCEPT FONDAMENTAL DE LA BOP

Le compte-rendu des investissements réalisés par rapport aux engagements pris est un outil de la bonne gouvernance poursuivi par la Budgétisation par objectifs de programmes. Le Rapport annuel de performance (RAP) est ce document annexé au projet de loi de règlement, il doit être rédigé après chaque mission ou regroupement de programmes notamment transversaux, qui concoure à une poli-

tique publique préalablement définie et qui répond légitimement aux attentes des gabonais bien que la loi de règlement constate d'ailleurs les résultats financiers de chaque année civile tout en approuvant le différentiel entre réalisations et prévisions.

L'IDENTITÉ DE LA DÉPENSE DE L'ÉTAT : UN CONCEPT FONDAMENTAL DANS LA BOP

La planification budgétaire que nous assimilons à la Budgétisation par objectifs de programmes : exige qu'il faut toujours savoir précisément et de manière explicite l'objet de la dépense mais surtout le résultat escompté et l'atteinte des objectifs des programmes déroulés, en vue de mesurer l'efficacité voir même l'efficience d'une activité dans un projet et de ce dernier dans un programme ainsi de suite, un plan.

LES FONCTIONS CLÉS DE LA BUDGÉTISATION PAR OBJECTIFS DE PROGRAMMES

On ne peut réellement mettre en place la BOP sans toutefois mettre un accent particulier sur certaines fonctions. Nous ne sommes qu'à la phase de départ, en préparation du processus de mise en route des fonctions de planification qui incluent l'ensemble du processus de préparation du budget de la seconde depuis les idées initiales jusqu'au budget fini. Une bonne planification détaillée fournit le cadre de la seconde fonction : le contrôle.

CONCLUSION

Élaborée depuis 2004, la nouvelle nomenclature budgétaire qui va favoriser le passage du budget de moyens au budget de résultat est un processus qui prend du temps et qui est coûteux. Fort heureusement, le processus a été engagé il y a déjà neuf (9) ans. Dirigeants et salariés doivent contribuer en termes de changements de mentalité, dans le temps et dans l'espace. Aussi, les outils comme la ROB apportent au budget efficacité. La ROB pour ainsi désigner la Règle d'or budgétaire ou de l'expression habituellement utilisée dans la littérature internationale Fiscal Rule ou Règle Budgétaire est un ensemble de conditions susceptibles de conduire au respect de l'équilibre budgétaire annuel d'un État. Ronald REAGAN soulignait à propos : « seul un amendement à la Constitution fera le boulot. On a essayé la carotte, mais ça n'a pas marché. Avec le bâton du Balanced budget amendment (la Règle d'or américaine), on pourra empêcher l'administration de gaspiller notre argent et de nous surtaxer, et sauver notre économie ».

Euloge Hervé MAGNAKA DIBA, Ingénieur financier

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises		Matières 1 ^{ères}		Bourses			Opportunités d'affaires
1 USD	487,377 FCFA		Coût de l'échange	CAC 40	4436.08	04/06/14	→ La branche Afrique de Rougier Gabon a enregistré un chiffre d'affaire de 17,7 milliards de francs CFA. Une croissance de 11,7 pour cent par rapport au premier trimestre de l'année 2013.
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1309.20 \$/t	DOW JONES	16245.87	04/06/14	
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	19.56/USD/once				→ La Bad a accordé 38 milliards de francs CFA au Rwanda.
1 GBP	824,298 FCFA	Café	2.04/USD/livre				
100 CHF	55589,6 FCFA	Cacao	2895 USD/t	Baril de pétrole	Prix	Date	→ Le service de change de la BEAC est désormais opérationnel.
100 ZAR	4479,82 FCFA			BRENT	99.48	04/06/14	
1 CAD	444,001 FCFA						

Analyse de presse

Ben Moubamba, Secrétaire général de l'UPG

Dans sa livraison du mardi 20 mai dernier, le quotidien L'UNION nous apprend que l'ancien candidat à l'élection présidentielle de 2009, Bruno Ben Moubamba, est désormais le secrétaire général de l'Union du peuple gabonais (UPG). Cette nomination qui intervient quelques semaines avant le congrès de ce parti politique de l'opposition ramènera-t-elle la sérénité dans ce parti qui traverse une crise profonde depuis le décès de son leader charismatique, Pierre Mamboundou ?

La 23ème nuit des arts martiaux, un véritable succès

Selon le quotidien GABON MATIN, la 23ème nuit des arts martiaux qui s'est tenue le samedi 17 mai dernier fut un véritable succès au regard de la qualité du spectacle qui a été offert par les pratiquants d'arts martiaux du Gabon et ceux venus d'ailleurs. Démonstrations, Katas et combats étaient au rendez-vous. Le point culminant de cette cérémonie a été le combat qui a opposé

en taekwondo, le numéro 1 mondial Anthony Obame au 3ème mondial Mahama Cho.

Ona Ondo face aux chefs d'entreprise français

Le Premier ministre, Chef du gouvernement, Pr Daniel Ona Ondo, a récemment échangé avec les chefs d'entreprise français. Avec les patrons français, Daniel Ona Ondo a débattu sur les stratégies à mettre en place pour améliorer les investissements français au Gabon selon l'UNION.

Liberté de la presse : Le Gabon régresse de neuf places

La journée mondiale de la liberté de la presse a été célébrée par toute la communauté internationale le 3 mai dernier. Au Gabon, ces festivités ont été reportées à une date ultérieure. La célébration cette année a été marquée par la publication du classement des Etats en matière de liberté de la presse. Le Gabon a perdu neuf places et se retrouve désormais à la 98ème place comme nous le reporte notre confrère du journal LE SYMBOLE

Les kickers gabonais absents des mondiaux de Hongrie

Le King boxing gabonais sera absent des jeux mondiaux de cette discipline qui auront lieu en Hongrie. Pour cause, cette compétition n'aurait pas été inscrite dans la ligne budgétaire de 2014. Après la prestation honorable que nous ont offert ces valeureux sportifs, notre confrère de l'hebdomadaire NKU'U LE MESSAGER se pose la question de savoir s'il y a des fédérations supérieures aux autres car on a souvent dépensé des sommes colossales pour des disciplines qui ne font pas toujours honneur au pays.

La CONASYSED menace de boycotter les examens de fin d'année

Dans sa livraison du mardi 27 mai, le quotidien L'UNION nous apprend que les enseignants membres de la CONASYSED auraient décidé à l'issue de leur assemblée générale du lundi 26 avril dernier de boycotter les examens de fin d'année. Cette menace doit être prise au sérieux par les plus hautes autorités si l'on veut éviter à nos enfants une fin d'année tumultueuse.

Potentiel agenda

CONVENTION AMERICAINE DES PME




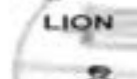

LA 10ÈME CONVENTION AMERICAINE DES PME ORGANISÉE PAR LA CHAMBRE AMERICAINE DE COMMERCE AURA LIEU DU 11 AU 13 JUIN 2014 À WASHINGTON DC. CETTE CONVENTION DEVRA PERMETTRE AUX PME AFRICAINES INVITÉES, DE BÉNÉFICIER DE TOUTES LES OPPORTUNITÉS DE PARTENARIAT, DE FORMATION ET D'IMPORTATION POUR UNE OUVERTURE À L'INTERNATIONAL OFFERTES PAR L'ETAT ET LES INSTITUTIONS AMÉRICAINES. LES FORMALITÉS CONSISTENT SIMPLEMENT À ÊTRE UNE PME AFRICAINE ET RÉGLER SES FRAIS DE PARTICIPATION.

JOURNEES NATIONALES DU MANAGEMENT

LES 7ÈMES JOURNÉES NATIONALES DU MANAGEMENT SE TIENDRONT À DOUALA AU CAMEROUN DU 17 AU 19 SEPTEMBRE 2014. CES JOURNÉES ORGANISÉES PAR LE GICAM ET LE PANESS VERRONT LA PARTICIPATION DE CADRES ET CHEFS D'ENTREPRISES, D'UNIVERSITAIRES ET DIRIGEANTS POLITIQUES. THÈME PRINCIPAL : ÉVALUATION, COACHING ET DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS. DES SOUS-THÈMES ET DES ATELIERS SONT PRÉVUS AFIN DE TRAITER DE L'ÉVALUATION COMME UN LEVIER DE PERFORMANCE DES ORGANISATIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES. S'ACQUITTER DES FRAIS DE PARTICIPATION AVANT LA DATE DE L'ÉVÈNEMENT.

La rédaction

Horoscope de la semaine

- 23/03-20/04  **BELIER**
 Pour vous les béliers, tirez un trait sur la facilité pendant plusieurs semaines. Vous ne pouvez pas vivre sur vos acquis. Organisez-vous de manière stricte tel un militaire pour vous sortir au plus vite de cette période trouble professionnellement.
- 21/04-20/05  **TAUREAU**
 Pour vous les taureaux, vous tentez de tout bien faire et de tout bien gérer. Malheureusement, vous avez des imprévus qui désorganisent et vous rendent irritable. Calmez-vous ! Ça ne sert à rien de vous énerver, au contraire persévérez.
- 21/05-21/06  **GEMEAUX**
 Pour vous les gémeaux, de nouvelles responsabilités sont à assumer au pied levé. Vous ne pouvez même pas analyser la situation, il vous faut vite avancer. Vous vous mettez la pression, car rien ne va comme vous le souhaitez.
- 22/06-23/07  **CANCER**
 Pour vous les cancers, ceux qui détiennent l'autorité vous soutiennent et veulent vous aider à vous mettre en avant. Vous faites une bonne impression. Vous avez tout à gagner du galon, il faut juste que vous gardiez confiance en vous.
- 24/07-23/08  **LION**
 Pour vous les lions, vous ne bénéficiez pas d'un climat très serein dans votre professionnel depuis quelques temps. Cette ambiance vous pollue l'esprit. Vous devez encore plus montrer qui vous êtes et vous battre pour votre place.
- 24/08-23/09  **VERGE**
 Pour vous les vierges, vous dominez la situation et ne manquez d'aucune ressource pour sortir gagnant dans votre job. C'est un gros tournant dans votre évolution, car un nouveau travail se présente à l'horizon. Mais attention à ne pas tomber sur une mauvaise opportunité.
- 24/09-23/10  **BALANCE**
 Pour vous les balances, pas mal de chose sont à revoir ou à modifier. L'heure est à l'introspection sur beaucoup de domaine de votre existence. Il est inutile de bruler les étapes. C'est un passage essentiel et incontournable pour votre situation.
- 24/10-22/11  **SCORPION**
 Pour vous les scorpions, vous défendez vos intérêts avec force et détermination. Mais la compétition autour de vous est rude. Rodez bien vos stratégies et vos arguments pour ne pas vous sentir pris au dépourvu en cas de pression.
- 23/11-22/12  **SAGITTAIRE**
 Pour vous les sagittaires, vous avez la sensation de ramer dans tous les domaines. Vous êtes frustré dans vos appétits de grandeur et de résultat rapides. Vous devez apprendre la patience qui n'est pas votre fort actuellement.
- 23/12-20/01  **CAPRICORNE**
 Pour vous les capricornes, vous avez l'impression que certains vous font tourner en bourrique. On tente de vous manipuler, mais vous n'êtes pas dupes. Fort heureusement, vous avez plus d'un atout en main pour rebondir à la moindre occasion.
- 21/01-19/02  **VERSEAU**
 Pour vous les verseaux, gagner de l'argent, avoir une position plus enviable et plus de pouvoir, vous rêvez d'améliorer votre qualité de vie. Autant de défis que vous êtes en passe de relever pour tout changer dans votre existence.
- 20/02-22/03  **POISSON**
 Pour vous les poissons, votre conscience professionnelle vous interdit tout relâchement. Vous ne pouvez pas vous la couler douce durant toute cette semaine voire plus longtemps. Vous verrez que vous manquerez des points pour l'avenir.

POTENTIEL HEBDO

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

Fondateur et
 Directeur de la publication,
 Directeur de la rédaction:
Constant OYONO EBANG OBAME

Rédacteur en chef:
Steve Joseph MOUNGUENGUI

Assistant de rédaction:
Dimitri AMVENE

Secrétaire Infographe:
Olivia Albertine AKARE

Consultants:
Dr Analet NDONG NGOUA
Dr Jonathan NDOUTOUME NGOME
Dr Bernard EKOME OSSOUMA
Dr Alphonse NDINGA NZIENGUI
Euloge Hervé MAGNAKA DIBA

Secrétariat & publicité
 CEMAC Consulting
 B.P. : 26764 Libreville
 Tél : (+241) 0341 9975 / 0441 8349

Adresse du journal :
 B.P. : 26764 Libreville
 Siège social : Libreville,
 Tél : (+241) 0341 9975 / 0441 8349
 Email : potentielhebdo@yahoo.fr

Composition et impression :
 MULTIPRESS GABON
 B.P. : 3875 Libreville
 Tél. : 01 73 21 75

Distribution : Sogapresse
 B.P. : 121 Libreville,
 Tél : (+241) 73 31 08 / 73 31 31

Une bougie pour Potentiel Hebdo

FICHE TECHNIQUE DU JOURNAL

Dénomination : POTENTIEL HEBDO

Date de la première parution : 16 mai 2013

Ligne éditoriale : Journal de promotion économique, sociale et commerciale ayant pour objectif d'apporter sa contribution à l'amélioration du tissu économique, commercial et entrepreneurial ainsi qu'à la sensibilisation des africains quant aux enjeux que constitue leur intégration réelle et positive dans le cycle irréversible de la mondialisation de l'économie et des affaires, gages de développement réel de l'Afrique.

Périodicité : Hebdomadaire paraissant le jeudi

Format : A3

Nombre de pages : 16 dont 8 et 12 au démarrage

Nombres de colonnes : 4 & 5

Ecriture : Normale et italique

Couleur de fond de page de garde : bleu ou noir nuancé

Couleur des photos ou caricatures : Noir blanc et couleur

Nombre d'exemplaires : 10.000 dont 5.000 au démarrage.

Rubriques :

- **Actualité :**
 - Politique
 - Social
 - Economie
 - Sport
 - Culture
- **Faits divers**
- **Dossiers et repères**
- **Focus**
- **Les défis de l'émergence**
- **Marchés boursiers et financiers**
- **Divertissement :**
 - Poésie
- Potentiel découverte
- Horoscope de la semaine.
- **Annonces :**
 - Potentiel annonces
 - Numéros utiles et urgences.
- **Publicité**
- **Publireportages**
- **Filets :**
 - Le saviez-vous ?
 - Potentiel brèves
 - Ils ont dit...
 - Analyse de presse
 - Potentiel agenda.



Pôle des sciences de la santé IHEM/SSA

2014 - 2015

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT
EN SCIENCES DE LA SANTE :

DIPLOME D'ETAT DE SAGE FEMME (DESF)

DUT EN BIOLOGIE MEDICALE (DUT BM)

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SOINS INFIRMIERS

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES PARAMEDICALES

MASTER EN SCIENCES DE LA SANTE

Date de la rentrée académique : lundi 01 septembre 2014

Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie
BP: 26764 TEL: 07963292 / 06068834 / 04607936
LBV/GABON
Site web www.ihem/gb.org

A. PRESENTATION GENERALE

La nécessité d'introduire le programme de Sciences de la santé s'est faite sentir depuis la fermeture des frontières des pays européens aux ressortissants africains en général et gabonais en particulier, et ce depuis 2010.

C'est pour répondre désormais à la demande sans cesse croissante de cadres moyens et cadres supérieurs en personnel de santé et paramédical dont le Gabon aura toujours besoin, que le Fondateur de l'IHEM a décidé d'ajouter à son offre de formation, en mettant en place un programme spécial IHEM Sciences de la Santé en abrégé IHEM/SSA qui sera logé au campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie.

IHEM/SSA est un programme complet d'enseignements de 1^{er} et 2^{ème} cycles supérieurs consacrés notamment aux problèmes de :

- Epidémiologie et statistiques
- Biologie médicale
- Génie sanitaire
- Laboratoire médical
- Puériculture
- O.R.L.
- Ingénierie biomédicale
- Science dentaire
- Radiologie médicale
- Maintenance biomédicale
- Techniques pharmaceutiques
- Santé familiale
- Santé communautaire
- Planification de santé
- Services et soins infirmiers
- Santé de l'habitat et de l'environnement
- Santé reproductive
- Santé sexuelle
- Hygiène alimentaire et nutrition

Ce programme offre deux options :

- 1- Profil sciences infirmières et hospitalières
- 2- Profil Pédagogie des sciences de la Santé.

B. CONDITIONS D'ADMISSION

- Pour les élèves, être titulaire du Bac ou l'équivalent du Bac et adresser une lettre de motivation à l'Administrateur Directeur Général de l'IHEM.

- Pour les infirmiers, les praticiens paramédicaux en exercice, être titulaire d'un Bac en techniques infirmières d'école, d'hôpital ou l'équivalent et être aussi autorisé à exercer la profession et en fournir la preuve.

C. FRAIS DE SCOLARITE

Cycles	DESF DUT	LICENCE PRO	MASTER
Frais de scolarité	Jour ou soir	Cycle spécial	Cycle spécial/ cycle normal
Inscription	90.000	90.000	90.000
1 ^{ère} option	540.000	720.000	900.000
2 ^{ème} option	270.000x2	360.000x2	450.000x2
3 ^{ème} option	180.000x3	375.000x3	900.000x3
4 ^{ème} option	90.000x6	187.500x6	150.000x6
5 ^{ème} option	70.000x8	90.000x8	115.000x8

D. PARTENARIATS AVEC L'ETAT

Notre partenariat avec l'Etat gabonais nous permet de placer nos étudiants en stage dans les centres hospitaliers universitaires sans oublier nos centres hospitaliers provinciaux et les dispensaires de santé scolaire et universitaire sur toute l'étendue du territoire national.

E. PARTENARIAT AVEC LES PRIVÉS

Les stages constituent une partie importante de la formation. C'est pourquoi l'IHEM/SSA est soucieux de vous proposer des lieux de stages très diversifiés tels que des laboratoires privés, les cliniques et les cabinets privés de soins de santé avec lesquels nous signons des conventions de stage.

ACTUALITE

ECONOMIE

Pour la transformation de l'Afrique

Le 3ème NEW YORK FORUM AFRICA s'est tenu à Libreville du 23 au 25 mai 2014 sur le thème de "La transformation d'un continent". La diversification de l'économie, l'accès à la compétitivité afin de créer de la valeur ajoutée, la limitation des importations et le développement du capital humain ont constitué la substance des discussions. Une initiative dont le but était de faciliter les relations d'échanges entre 60 jeunes africains âgés de moins de 30 ans,



NYF Africa, pour la transformation du continent africain

des ministres, des chefs d'entreprises et des chefs d'Etats afin de mettre en parallèle leurs expériences et connaissances pour relever les défis du développement du continent.

De cette rencontre, a découlé un document baptisé "manifeste citoyen", résultat des échanges entre les per-

sonnalités invitées à ce forum et qui devrait servir de guide aux 10 plus grandes entreprises de chaque pays de la Cemac, aux Chefs d'Etats et au fonds de formation professionnelle dénommé "train my generation" crée et lancé lors du new york forum 2013.

La rédaction

SOCIAL

Que peuvent attendre les gabonais de Sylvia Bongo?

Sylvia Bongo a récemment effectué une randonnée dans le Gabon profond pendant laquelle elle a pu toucher du doigt les réalités auxquelles sont confrontés de nombreux gabonais.

La première dame a récemment effectué une tournée au cœur du Gabon profond où elle s'est rendue compte des dures réalités auxquelles sont confrontés de nombreux compatriotes vivants à l'intérieur du pays notamment dans le domaine de la santé où les structures sont souvent vétustes. Dans toutes les localités visitées par l'épouse du Chef de l'Etat, les maîtres mots étaient le manque des médicaments, manque de médecin et du personnel soignant. Cet état délétaire des structures médicales du pays nous amène à nous interroger sur la politique du gouvernement en matière de santé. Car comment peut-on comprendre que dans un pays qui ne compte qu'un million d'habitants, et de surcroît un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, l'on ne puisse pas avoir le minimum pour se faire soigner convenablement.

Au Gabon, force est de constater que les populations qui vivent à l'intérieur du pays sont le plus souvent paupérisées et exposées à des injustices. La plupart des hôpitaux et des dispensaires de l'intérieur du pays ne disposent pas de plateaux tech-



A l'issue de la tournée de Sylvia Bongo à l'intérieur du pays, les populations gabonaises attendent beaucoup de la première dame

niques, d'ambulances et du matériel adéquat pour soigner les populations. A contrario, quand les structures sanitaires sont plus ou moins équipées il n'y a pas souvent de médecins disponibles et les populations se retrouvent le plus souvent livrées à elles-mêmes, d'où le taux élevé de mortalité qu'on observe dans ces zones du gabon. Que dire des conditions d'hygiène dans ces structures médicales? La quasi-totalité des hôpitaux et dispensaires de l'intérieur du pays sont pour plusieurs d'entre eux, immergés dans les hautes herbes. Cette situation est d'autant plus grave qu'elle expose les malades et le personnel soignant aux reptiles et aux vandaes qui croissent dans ces localités en raison du chômage et de la pauvreté qui atteignent

des proportions endémiques.

Cette visite de la première dame et le constat amer qui en résulte doit emmener les plus hautes autorités à agir vite et à tout mettre en œuvre pour que les hôpitaux de l'intérieur du pays puissent bénéficier d'équipement et de personnel soignant. De plus, il serait souhaitable que le gouvernement accélère le programme de modernisation du service public en mettant un accent particulier sur les hôpitaux de l'intérieur du pays car les populations gabonaises vivants en zone rurale doivent avoir accès aux soins de qualité dispensés par des médecins bien formés au même titre que les gabonais vivant en zone urbaine.

Steve MOUNGUENGUI

SPORT

CAN des U-20 : le Gabon poursuit l'aventure

Le Gabon s'est imposé samedi 24 mai face au Rwanda sur le score de 1-0. Il s'offre le billet pour discuter les matchs du dernier tour qualificatif pour la CAN 2015 au Sénégal.



L'équipe gabonaise des U-20

En match comptant pour le 2e tour retour des éliminatoires de la CAN U-20 Sénégal 2015, les Panthères du Gabon se sont imposés sur le score de 1-0 devant les Amavubi du Rwanda au stade Augustin Monédan. Le but gabonais a été marqué par Muller Dinda, le capitaine des panthères à la 48ème minute de jeu.

"J'avais joué mon match depuis Kigali où mes poulains ont pu faire un nul (0-0), un seul but nous suffisait pour le second tour", a déclaré le coach des panthères, Rigobert Nzamba. De sa part, le sélectionneur de l'équipe nationale de football du Rwanda, le français Richard Tardy a déclaré : "J'ai apprécié la tactique des panthères devant mes poulains qui n'ont pas aussi démerité, mais au football, il faut un vainqueur". En match aller il y a deux semaines, les panthères du Gabon étaient partis faire jeu égal (0-0) en déplacé-

ment chez les juniors rwandais. La sélection nationale du Gabon des U-20 croisera le Ghana comme prochain adversaire. La Coupe d'Afrique des Nations CAN U20 se disputera en 2015 au Sénégal. L'équipe du Gabon a rendu une copie passable lors de cette rencontre, avec des fautes individuelles et collectives à la finition. L'attaque se montrant maladroite, comme en témoigne le nombre d'occasions ratées par Dinda muller. Heureusement que la défense était bien en place pour repousser les assauts des rwandais. Les gabonais doivent maintenant se mettre au travail pour aborder le dernier tour qualificatif qui va se jouer en août prochain dans les meilleures conditions. Car, face à des ghanéens difficiles à manœuvrer, ils devront faire preuve d'un excellent état d'esprit, de cohésion, de solidarité, d'agressivité et de combativité.

Dimitri AMVENE

Taylor Mabika remporte son combat

Le boxeur gabonais Taylor Mabika a conservé son titre en venant à bout du double champion du Nigeria Ekeng Henshaw dès le sixième round.

Le pugiliste gabonais Mabika Taylor a laminé le double champion du Nigeria qui a dû abandonner son combat car ne pouvant plus résister aux coups que lui portait le nouveau porte étendard du noble art gabonais. Dès le premier round, le boxeur gabonais se met en évidence en laminant nettement son adversaire. Doté d'un jeu de jambes et d'une technique remarquable, Taylor Mabika soutenu par un public totalement acquis à sa cause, a envoyé à plusieurs reprises son adversaire dans les

cordes. Au deuxième round, la panthère gabonaise se déchaine davantage sur l'aigle nigérian qui n'a à aucun moment du combat, su tirer son épingle du jeu à cause des assauts incessants et le rythme que lui imposait le représentant du Gabon visiblement déterminé à conserver sa ceinture. Le troisième round a sans doute été le plus décisif car pendant ce dernier, le pugiliste gabonais a conforté son avance aux points en faisant monter d'un cran le niveau du combat et en assénant à son adversaire une avalanche de coups au point de lui faire perdre sa lucidité à certains moments. Galvanisé par le public et soutenu par le patron du ministère des sports, notre compatriote ne va faire que confirmer sa supériorité et sa maîtrise du combat au



Taylor Mabika, nouvelle gloire de la boxe gabonaise

quatrième et au cinquième rounds. Au cinquième et au sixième rounds, le boxeur nigérian n'a pas d'autres alternatives que de s'accrocher systématiquement à son adversaire car ne pouvant plus supporter le rythme infernal que lui impose son adversaire. A l'annonce du septième round, le boxeur nigérian jette l'éponge et l'arbitre du combat, le marocain

Ait Aadi met un terme à ce combat et déclare le gabonais vainqueur sous une salve d'acclamations et de cris de joie de nombreux compatriotes venus soutenir cette nouvelle gloire de la boxe gabonaise. Notons que cette victoire du boxeur gabonais est synonyme de qualification pour le championnat du monde de sa catégorie.

Steve MOUNGUENGUI

Le saviez-vous?

- 7,6 millions : C'est le nombre de personnes décédées des suites d'un cancer en 2008
- 13,1 millions : C'est le nombre de personnes susceptibles de mourir d'un cancer d'ici 2030
- 62000 : C'est le nombre de femmes décédées des suites d'un cancer en 2010
- 84500 : C'est le nombre d'hommes décédés des suites d'un cancer en 2010

La rédaction

EDITORIAL



Face à l'abondance de titres au Gabon, créer un organe de presse peut sembler superfétatoire. Et pourtant ! Et l'on peut légitimement se demander à quoi sert-il de dépenser autant d'argent pour informer et quelle en est la valeur ajoutée réelle ?

Au delà de ce qui a déjà été dit sur la liberté d'informer et le droit à l'information, il faut noter la grande évolution de la liberté de la presse chez nous, une liberté qui ne peut se vivre sans la contribution de tous ses acteurs. Et l'entreprise de presse qui a le privilège de se déployer dans un secteur qui consiste à offrir aux populations, l'oxygène dont elles ont besoin pour connaître et mieux appréhender le monde qui les entoure, a aujourd'hui le mérite d'être un aiguillon de la démocratie.

Dans tous les cas, Potentiel Hebdo, journal d'information et d'analyse créé il y a un an aujourd'hui, ne s'est pas mis en place sans difficulté aucune. Comme toute entreprise, elle a eu droit à son "parcours du combattant" qui lui permet de compter parmi les titres crédibles

POTENTIEL HEBDO : UN AN DEJA

par son contenu, sa régularité et sa distribution en progression constante.

Par ailleurs, comme toute entreprise humaine, la volonté, la détermination et la motivation qui s'appuient sur un "rêve vivant" nous permettant d'observer qu'il ne nous arrive que ce à quoi nous pensons, Potentiel Hebdo est d'abord un rêve de réussite. Et la vision que nous avons de cet organe, nous donne les moyens d'un plan de contribution à l'activité de presse qui allie dans l'action, compétence et sociabilité. Et notre pensée vécue dans une attitude gagnante nous apporte ferveur et enthousiasme pour nous positionner parmi les meilleurs.

Potentiel Hebdo qui vise donc l'excellence, entend être de ceux sur lesquels les lecteurs peuvent compter dans l'art de présenter et d'exposer l'information, l'art de la négociation et de la communication sociale et professionnelle, le développement personnel et du leadership au travers différentes expériences et une capacité à traiter et à analyser rapidement des informations aussi complexes soient-elles grâce à l'utilisation rationnelle de méthodes appropriées.

Constant OYONO EBANG OBAME

ACTUALITE

Journée mondiale sans tabac

SOCIAL



Le Gabon à l'instar des autres pays du monde a célébré la journée mondiale sans tabac

Samedi 31 mai dernier, le Gabon a célébré à Libreville, la journée mondiale sans tabac en partenariat avec l'OMS. En effet, cette journée a eu pour but d'informer les populations sur les risques pour la santé associé à l'usage du tabac, et de préconiser des politiques de santé publique efficace pour en réduire la consommation.

Le tabac est une plante cultivée dans le monde entier. Après séchage, les feuilles sont mises en fermentation pour obtenir un goût spécifique. Ensuite, il est proposé à la consommation sous forme de cigarettes, cigares, en vrac ou à rouler. Il contient de la nicotine qui possède un effet éveillant. Les produits du tabac (cigarettes, cigares tabac à rouler, etc.) sont composés d'additifs (humectant, goût, saveur) et la combustion de ces produits crée de nouveaux composants tels que le monoxyde de carbone et le goudron qui sont nocifs pour la santé.

A l'occasion de la journée mondiale sans tabac 2014, le Gabon a adopté parmi les mesures de lutte anti-tabac, celles qui visent une réduction de la demande comme l'interdiction de fumer dans les

lieux publics et l'interdiction de la publicité qui attire de nouveaux consommateurs tels que les jeunes. Le Dr Alphonse Louma, président de l'ONG Agir pour le Gabon, a proposé dans ce sens au gouvernement, une surtaxe du prix des cigarettes pour décourager les fumeurs. Selon les enquêtes, plus de 25% de jeunes gabonais de 11 à 17 ans et 15% des adultes, sont des fumeurs, surtout dans les zones rurales.

La prévention du tabagisme chez les jeunes est une priorité de santé publique au Gabon. Les associations déploient ainsi tous les efforts nécessaires à la mise en place de mesures de prévention efficaces telles que l'information et la sensibilisation de tout public et des mesures éducatives par des interventions dans les écoles notamment. Le but ultime de la journée mondiale sans tabac est de contribuer à protéger les générations actuelles et futures non seulement des conséquences dévastatrices de la consommation de tabac, mais aussi, des énormes problèmes sociaux, environnementaux et économiques liés à l'usage du tabac et à l'exposition à la fumée du tabac.

Georgie M.

GRILLE TARIFAIRE DE POTENTIEL HEBDO

	DESIGNATION	TARIF
PETITES ANNONCES (PAP)	Rubrique Potentiel Fouineur Rubrique Potentiel Immobilier + Photo toutes rubriques PAP	Les petites annonces sont gratuites
PETITES ANNONCES (PAC)	Module Potentiel avis tous les signes Module Potentiel à la une tous les 25 signes + Photo Potentiel avis + Photo Potentiel à la une	1 000 F 3 200 F 5 200 F 10 500 F
FRAIS TECHNIQUES DE CREATION DE MAQUETTE	Formats Oreille, Bandeau, 1/8, 1/6, 1/5, 1/4 et 1/3 de page Format 1/2 page de Couverture Format 2è de Couverture la page Format, Double page centrale	30 200 F 70 300 F 140 500 F 250 300 F
EMPLACEMENTS DE COUVERTURE	Oreille de couverture Première de couverture Bandeau 2ème de couverture	99 000 F 520 000 F 253 000 F 983 000 F
EMPLACEMENTS INTERIEURS	1/8 page 1/6 page 1/5 page 1/4 page 1/3 page 1/2 page 1 page Double page centrale	82 600 F 90 000 F 120 000 F 160 900 F 210 000 F 295 000 F 610 000 F 983 300 F

DOSSIERS ET REPERES

Quel Code aujourd'hui pour la communication au Gabon ?

Quelque nécessaire qu'elle soit, la loi n°12 du 12 décembre 2001 portant Code de la communication en République gabonaise, est, de l'avis de nombreux professionnels des médias, d'universitaires, de citoyens, d'organismes internationaux tels que l'UNESCO, d'associations telles que Reporters sans frontières, depuis longtemps, inadaptée au nouveau contexte politique, à la pratique du journalisme dans un climat serein, aux différents métiers de l'information, nés des bouleversements scientifiques et technologiques, du triomphe de l'économie de marché. Elle est inégalement inadaptée à la spécificité ou à l'originalité de la communication (liberté et aventure industrielle) et à la mondialisation de cette activité. Aussi, les pouvoirs publics s'attèlent-ils à la réaménager. A cet effet, le ministère de la communication a mis en place une commission composée de responsables et d'agents dudit ministère, de journalistes appartenant à des organes de presse de service public et privés. Le rapport qui en sera issu sera soumis à l'Assemblée nationale. Bien que nous ne soyons pas membre de cette commission, nous voudrions, à travers le présent article, y apporter notre contribution.

Depuis 1960, au Gabon et dans les autres pays d'Afrique noire francophone, les journalistes et les organes de presse de service public et privés font l'objet de mesures administratives, de poursuites et de sanctions judiciaires pour « diffamation, injure, outrage, atteinte à l'ordre public, à la sécurité de l'Etat... ». Ces mesures administratives et ces poursuites et sanctions judiciaires s'y sont multipliées depuis l'avènement de la démocratie, en 1990. Elles y sont donc légion. Et cela d'autant que la justice en vigueur dans la partie de l'Afrique noire administrée par la France repose sur la procédure inquisitoriale, héritée de l'ex colonisateur.

REGLES DE PROCEDURE

Par la procédure inquisitoriale, les hommes des médias sont sommés par les magistrats de révéler les formes, les conditions d'obtention et d'exploitation des sources d'informations, les circonstances dans lesquelles ils y ont accès, l'identité des personnes les ayant fournies. Or, la déontologie et l'éthique leur interdisent de s'y conformer. Et cette interdiction renvoie au secret professionnel. Principe dans l'univers de la communication, ce dernier n'est pas reconnu par le système judiciaire car ne repo-

sant sur aucune base légale. Ou bien ce qui est important ou essentiel, pour les juges, ce sont la matérialité des sources d'information, les modalités d'accès à ces sources et de leur utilisation, l'identité des personnes les ayant

son application, dans la mesure où les poursuites judiciaires sont en fait très rares et les journaux sont en fait assurés d'une véritable impunité. Ou bien si l'on préfère, la loi assure à la presse la plus totale liberté à l'égard du

sité de dépénaliser les délits de presse.

Par ailleurs, la loi n°12 du 12 décembre 2001 portant Code de la communication en République gabonaise est inadaptée à l'émergence de nouveaux mé-

socier les ONG, les représentants de la société civile (syndicats, associations, ONG, confessions religieuses), des pays voisins, des organismes internationaux tels que l'UNESCO. A cet effet, les uns et les autres devraient réviser les concepts et les systèmes institutionnels car il n'y a pas de formule passe-partout ou de modèle unique valable pour tous les pays. Les schémas organisationnels, adoptés en Europe et en Amérique du nord, ne sont pas une panacée pour le Gabon et les autres pays d'Afrique noire mais sont des expériences riches d'enseignements. Il faut donc une approche pragmatique, c'est-à-dire, s'inspirer mais non reproduire servilement. Le Gabon est différent des pays européens et américains, de par l'organisation politique, l'état de l'économie, les mentalités.... Comment pourrait-il en être autrement, d'autant que la communication s'internationalise, s'industrialise et a accédé au rang d'une discipline académique, depuis plus de deux décennies. Cela signifie qu'elle a, désormais, ses experts, ses spécialistes ? Autrement dit, aucune politique ne peut être menée aujourd'hui, dans ce domaine, sans se fier à l'autorité de ces experts, de ces spécialistes. On ne le dira jamais assez : l'heure de l'amateurisme, de l'improvisation et de l'empirisme est renvoyée aux belles calendes grecques, à moins de mener des combats d'arrière-garde.

En d'autres termes, une telle mission implique une maîtrise de la communication, c'est-à-dire une connaissance approfondie des conditions concrètes de l'exercice des diverses activités et professions de l'information, de leurs multiples contraintes techniques, tant en ce qui concerne l'élaboration du droit de la communication qu'à l'égard de son interprétation et de son application.

Le nouveau cadre juridique à élaborer et à adopter devrait dépénaliser les délits de presse, reconnaître les nouveaux métiers, à leur tour de plus en plus spécialisés, s'ouvrir aux mutations scientifiques et technologiques, à la spécificité ou à l'originalité de la communication, à la mondialisation de cette activité.

La dépénalisation des délits de presse devrait avoir, pour contrepartie, la formation, le recyclage des journalistes et la rigueur dans l'exercice de leur mission.

Outre les nouveaux métiers évoqués plus haut, le droit de la communication doit s'adapter et régir les perfectionnements constants des anciens médias, les nouveaux outils.

(suite en page 5)



Quelle est la position réelle de Jean François Ndougou, Président du CNC, face au débat sur le Code de la communication ?

révélées. Si le journaliste refuse de s'y soumettre, par respect des valeurs déontologiques et éthiques, c'est-à-dire au nom de la confidentialité, il est coupable, aux yeux de l'homme de la loi, des faits qui lui sont reprochés, et, par voie de conséquence, condamné, conformément au Code de procédure pénale et civile.

A dire vrai, les dispositions législatives et réglementaires en vigueur sur la communication dans la partie d'Afrique noire sous influence de Paris, de 1960 à nos jours, ne sont qu'une variante de la loi française du 29 juillet 1881. Cette loi assure à la presse française le régime le plus libéral du monde, en garantissant la liberté de publication et de diffusion et en ôtant pratiquement aux autorités tout moyen d'action sur les journaux. Les principaux points qui prêtent à discussion sont les définitions sur les délits de presse. La Correctionnelle n'a plus à connaître que quelques délits parmi lesquels la diffamation envers les particuliers. Tous les autres relèvent de la Cour d'assises. Les délits dits « politiques » (provocation directe aux crimes et délits, ou à la désobéissance des militaires, offense au Président de la République, diffamation des Corps constitués et des souverains étrangers), les attaques contre le régime républicain, les appels à la désobéissance aux lois sont tolérés. Le libéralisme de la loi est encore accentué par

pouvoir politique. Enfin, elle n'est guère demeurée statique. Le législateur l'a régulièrement remaniée, afin de l'adapter à l'évolution de la nation.

Comme on peut le constater, les anciens « colonisés » ont africanisé ou tropicalisé le contenu et l'objet de la loi française du 29 juillet 1881, en assimilant les attaques contre le régime et les personnes qui l'incarnent, à des « délits politiques » ou à des délits de presse (diffamation, injure, outrage). Autrement dit, sous couvert de la loi ou de la réglementation, en vigueur au Gabon et dans les autres pays d'Afrique noire française, l'objectif inavoué est de protéger l'Etat et ses élites politiques, administratives et intellectuelles. Quelques nombreuses que soient les dérives, il faut reconnaître que des informations sur les personnages publics, dont l'origine, la vérité, l'exactitude sont établies sont abusivement considérées comme de la diffamation, de l'injure, de l'outrage envers ces derniers. On se sert des dispositions législatives et réglementaires pour empêcher les journalistes de dénoncer les scandales, les turpitudes, la paralysie des institutions, la violation des libertés fondamentales.

Quoi qu'il en soit, la diffamation, l'injure, l'outrage, les atteintes à l'ordre public, tels qu'ils sont interprétés, sanctionnés ou punis, constituent une entrave à la liberté de la communication. D'où la néces-

siété de dépénaliser les délits de presse, de ces spécialistes. On ne le dira jamais assez : l'heure de l'amateurisme, de l'improvisation et de l'empirisme est renvoyée aux belles calendes grecques, à moins de mener des combats d'arrière-garde.

De la même manière, le Code en vigueur est silencieux sur les perfectionnements constants des anciens médias, les NTIC dont Internet est une préfiguration, la vocation planétaire de la communication, la spécificité ou l'originalité de cette activité : liberté et aventure industrielle, de même, il n'a pas fait l'objet d'évolution et d'adaptation, dans son contenu ni dans son objet. Aussi un nouveau cadre juridique s'impose-t-il.

UN NOUVEAU CADRE JURIDIQUE : LE CONTENU ET L'OBJET

La conception, l'élaboration, l'adoption et l'application d'un nouveau cadre juridique s'avère une nécessité. Cette tâche est et/ou devrait être le résultat d'une véritable collaboration étroite entre maints acteurs. Parmi ces derniers, figureraient des politiques, des juristes, des magistrats, des promoteurs, des responsables et des professionnels des médias, des spécialistes des sciences de l'information et de la communication, lesquels pourraient et/ou devraient y as-

DOSSIERS ET REPERES

Quel Code aujourd'hui pour la communication au Gabon ?

(suite de la page 4)

Les perfectionnements constants des anciens médias tiennent au fait qu'ils bénéficient des innovations de nouveaux outils. Outre le passage de l'analogique au numérique, la radiodiffusion utilise, désormais, le hertzien, le câble, le satellite. Il est donc fini le temps où l'audiovisuel et les télécommunications constituaient deux mondes distincts et séparés, chacun ayant ses supports et ses services particuliers. Désormais, les supports de l'un peuvent être utilisés pour assurer les services de l'autre.

L'évolution des technologies estompe, par conséquent, les frontières entre la radiodiffusion et les télécommunications. C'est l'effacement de ces frontières qui, bien loin de les éteindre, fait naître des conflits entre les opérateurs. De la même manière, la presse écrite peut et doit bénéficier de la télématique grand public ou avoir la capacité de se porter attributaire de fréquences hertziennes ou de canaux sur les réseaux câblés de l'audiovisuel. Des dispositions devraient prévoir l'apport de nouvelles technologies au développement des anciens médias dont elles sont le prolongement.

En ce qui concerne les nouvelles machines à communiquer dont Internet est une préfiguration, elles sont nées de la convergence entre l'audiovisuel, les télécommunications, l'informatique et l'électronique grand public. Les règles à édicter doivent tenir compte « non plus des particularités des médias en tant que techniques, mais celles des diverses modalités de communication dont ces techniques sont les instruments polyvalents ou plurifonctionnels... ». « Ainsi, chaque fois que la technique ne l'interdit pas, note Francis Balle, l'entreprise de communication doit être soumise au droit commun, tout au moins sous le triple aspect de sa constitution, de son organisation et de son fonctionnement. Ce qui fait d'elle une entreprise « pas comme les autres », justifiant ainsi des règles qui ne sont pas celles de droit commun, c'est son activité : la mise en relation, lorsqu'il s'agit d'une société offrant des services comme le téléphone, le télégraphe, le télex ou la téléconférence et la publication, c'est-à-dire le fait de rendre accessible au grand nombre, au public, l'expression de la pensée de quelques-uns ou d'un seul... ». « Le droit de la communication est, précise Emmanuel Derieux, celui de toutes les formes et techniques d'expression et de communication publique (presse, radio, télévision, cinéma, édition, affichage, pu-

blicité...), anciennes ou dites nouvelles, de la presse à Internet, de l'écrit à l'écran, des médias au multimédia ou, plus exactement, de tous les médias y compris le multimédia. Dès lors qu'il y a publication, il a vocation à s'appliquer à tous de la même façon, par un seul et même régime, répondant au moins aux mêmes principes essentiels ».

Dans le même ordre d'idées, les règles de droit devraient être différentes et elles ne peuvent pas être différentes, selon les médias, les usages qui en sont faits, les familles auxquels ces médias appartiennent : médias autonomes, médias de diffusion ou de télédiffusion et médias de communication ou de télécommunication. Les médias autonomes regroupent ceux sur lesquels sont inscrits les mes-

trie et une liberté. En tant qu'industrie, elle a adopté le schéma économique classique : investissement, équilibre et profit. Cela signifie qu'elle est soumise aux lois de la concurrence et du marché, de surcroît à l'heure de la globalisation des échanges. Comme liberté, elle tire sa légitimité de la liberté d'expression et d'opinion, condition d'accomplissement d'autres libertés publiques et des libertés individuelles. Les produits qui en sont issus, bien que leur fabrication relève de l'ordre marchand, sont des œuvres de l'esprit ou servent à éduquer, à informer et à distraire. Mais la liberté ne signifie pas absence de règles. Aussi la communication fait-elle l'objet d'une réglementation. Aucune politique, quel que soit son cadre, national, régional ou international, ne peut être

choix fondamentaux -de nature politique- formulés, que le droit de la communication devrait être élaboré. Il doit poser et rappeler ces principes de base et prévoir, dans l'unité et la cohérence, le détail, la procédure et les mécanismes de leur concrétisation, de leur application et de leur mise en œuvre... ».

En tout état de cause, inventer un système juridique de la communication revient, pour le Gabon et les autres pays d'Afrique noire, à protéger leur droit à la différence dans un contexte de globalisation des échanges, afin de contribuer à l'affirmation de la conscience collective commune, chère à Stefan Zweig. Ce système devrait se prémunir contre un nationalisme tapageur et l'uniformisation que prône la mondialisation, tirer parti des



Le Code gabonais de la communication fait débat en ce moment. Ici quelques titres de la République.

sages (livres, journaux, disques et logiciels) et qui s'apparentent de plus en plus à des marchandises. Les médias de diffusion ou de télédiffusion renvoient à la radiodiffusion conventionnelle et à péage, laquelle a recours, désormais, à trois vecteurs : les ondes hertziennes, le câble et le satellite. Quelque soit l'infrastructure, elle achemine chez l'utilisateur des programmes ou des services divers. Quant aux médias de communication ou de télécommunication, ils instaurent des échanges à double sens, entre plusieurs individus ou groupes déterminés, avec des banques de données ou des vidéothèques, techniques qui se trouvent de plus en plus aux confluent du téléphone, du téléviseur et de l'ordinateur.

"Last but not the least", le nouveau Code aurait à intégrer la spécificité ou l'originalité de la communication : une indus-

menée sans prendre en compte cette irréductible particularité.

A dire vrai, le nouveau Code de la communication à élaborer est indissociable, en fin de compte, de la définition d'une véritable politique de cette activité. « Dans cette optique ou perspective - futuriste, optimiste, peut-être idéale mais non idéaliste ou irréaliste- d'un véritable droit de la communication, observe Emmanuel Derieux, il faudrait - chose délicate sans doute - commencer par définir clairement et précisément ce que l'on veut faire de la communication, les objectifs qu'on lui assigne, la fonction qu'on lui attribue, les moyens qu'on lui accorde, la liberté qu'on lui garantit. Cette "politique" de communication ne peut qu'être étroitement liée au système politique global. Elle en dépend et le crée tout à la fois. Elle contribue assurément à lui conférer sa véritable nature. Ce n'est qu'une fois ces

nouvelles techniques sans perdre le droit à la différence. "S'impose donc, conclut Fernand Terrou, la recherche constante de nouvelles formules institutionnelles de conciliation entre la sauvegarde de la liberté d'expression et l'aménagement collectif des moyens d'information. Cette recherche est toujours relancée par les découvertes techniques. Elle peut, en fonction des particularités, des idéologies, des mentalités, des structures sociales, des états de développement, être poursuivie par des voies diverses. Ainsi apparaît, dans son importance, le droit de l'information. Tout en freinant les engouements que suscitent les techniques nouvelles, en faisant apparaître à la fois les conditions, les difficultés et les limites des adaptations humaines à leur endroit...". Un vrai défi pour les acteurs locaux.

Dr Analet NDONG NGOUA, Chargé de recherches Camés

Potentiel brèves

MONDIAL PROFESSIONNEL DE BOXE : LE TOUR REVIENT AU GABON



Suite à la bonne prestation de son porte étendard, Taylor Mabika qui vient de conserver son titre de champion d'Afrique, le Gabon va devoir abriter le championnat du monde de boxe professionnelle de la catégorie poids lourds-légers en décembre 2014.

BITAM : LANCEMENT DE LA VACCINATION CONTRE LA POLIO



La ville de Bitam dans le Woleu Ntem accueille depuis hier, le lancement de la campagne de vaccination contre la poliomyélite. Le choix de Bitam repose sur la proximité de cette localité avec deux pays où des cas de cette maladie ont été récemment recensés.

QUI EN A APRÈS LA MAIRRESSE DE LA COMMUNE D'OWENDO ?



Le bureau de la mairesse de la commune d'Owendo, Jeanne Mbagou, a été visité par des inconnus qui l'ont saccagé dans la nuit du lundi 2 au mardi 3 juin 2014, alors que son véhicule de fonction avait déjà été caillassé à son domicile le 23 mai dernier.

LA CONASYSED ET LE MO-SAAP DURCISSENT LE TON !



Malgré l'injonction de reprise du travail prononcée par le porte parole de la présidence de la république, Alain-Claude Billie bi Nze, les enseignants de la conasysed rejoints par le mouvement syndical des agents de l'administration publique (Mosaap) ont décidé d'entrer en grève illimitée dès le jeudi 5 juin prochain.

La rédaction

GESTION D'ENTREPRISE

L'IHEM et le système Licence Master Doctorat

Le mot du Fondateur



Plus une conscience est éclairée, mieux elle peut contribuer au développement du monde. En créant l'Institut des Hautes Etudes de Management (IHEM), notre objectif était de soutenir l'action de l'Etat dans le domaine de la formation de l'élite. Et cet objectif demeure le même. Aujourd'hui encore, nous nous engageons de continuer à contribuer de bâtir l'esprit d'une jeunesse et d'un peuple conquérant, en dispensant une formation de manager au citoyen capable de booster l'Emergence de l'Afrique.

Avec des enseignements désormais arrimés au système LMD, l'IHEM entend renforcer son offre de formation par un encadrement suivi, efficace et sérieux. Ecole moderne de référence, l'IHEM entend impacter davantage notre pays le Gabon, en lui donnant un cadre par excellence de développement des connaissances, de l'éthique et de la responsabilité des potentiels dirigeants et gouvernants.

Ainsi, fort de son savoir, de son savoir faire et de son savoir être, l'IHEM se veut réellement déterminé, de manière sincère et profonde, à donner à tous ceux qui lui confient leurs projets professionnels, une bonne formation de proximité à coûts raisonnables.

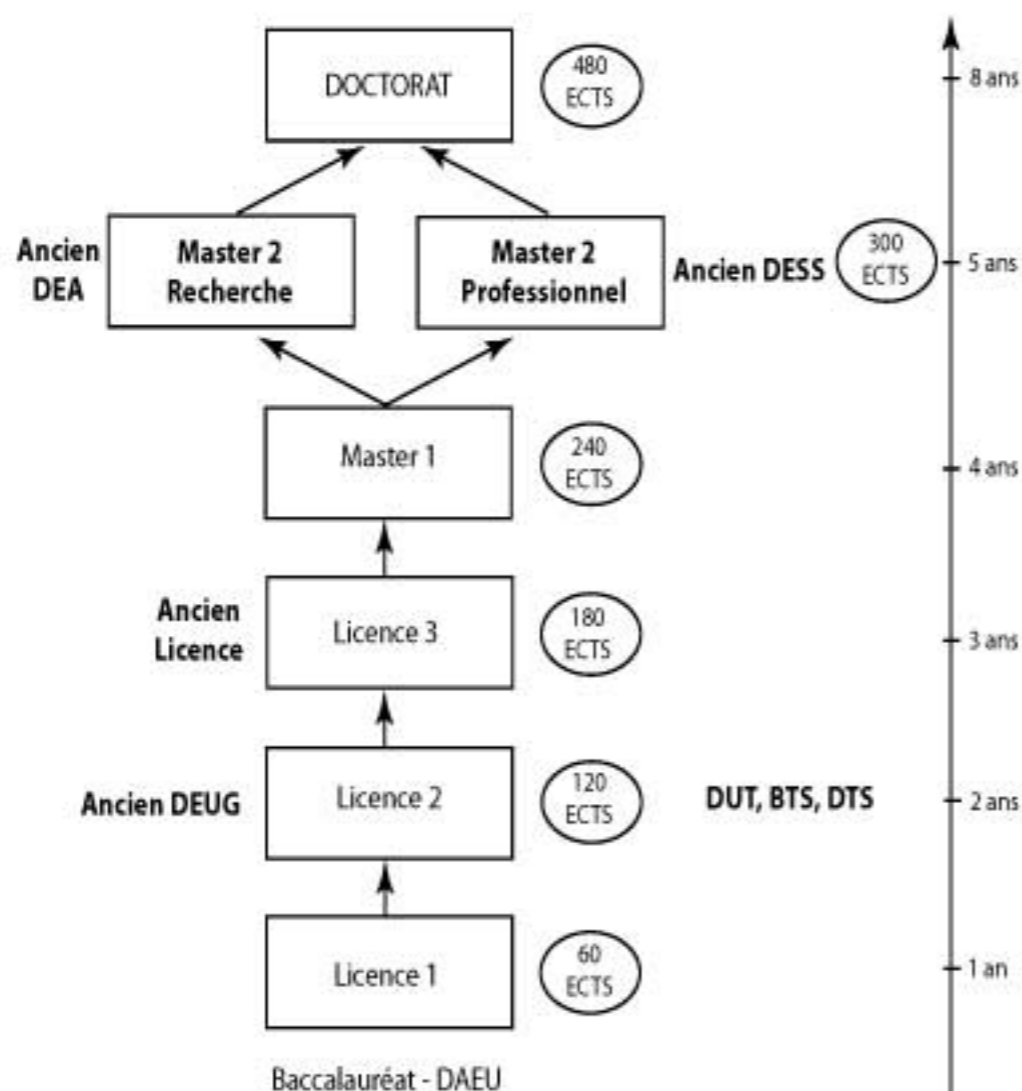
Constant OYONO EBANG OBAME



La manière de concevoir un cursus universitaire dépend du système éducatif. Aujourd'hui, une grande majorité des Etats sur les cinq continents s'approprient l'harmonisation de l'offre de formation afin de faciliter la mobilité des étudiants. L'ancien cursus qui a duré des décennies se composait à l'époque du DEUG (diplôme d'études universitaires générales) que l'on obtenait en deux années et qui formait le premier cycle, suivie de la Licence en une année et la Maîtrise en une année elle aussi, qui ensemble formaient le second cycle. La cinquième année

forme LMD (licence, master, doctorat) ou 3-5-8 pour désigner les années d'études. Le principe dans ce parcours est que chaque étape se construit par capitalisation de crédits, chaque matière ou unité d'enseignement (UE) comptant pour plus ou moins de crédits en fonction de la quantité de travail nécessaire pour l'obtenir (cours, examen, travail personnel, etc.) et atteindre un certain niveau de connaissances et de compétence; le principe étant, normalement, que chaque université ou grande école reconnaisse les crédits obtenus dans une autre université ou grande école, faci-

Cursus LMD et correspondance ECTS



1400 diplômés à ce jour

d'études qui entourait le troisième cycle pouvait être professionnel et l'étudiant entrait en DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) qu'il pouvait obtenir en une année. Si l'étudiant souhaitait s'orienter vers la recherche, il s'inscrivait alors pour sa cinquième année en DEA (diplôme d'études approfondies) qu'il devait obtenir en une année pour pouvoir dès sa sixième année d'étude s'inscrire en thèse de doctorat qui durait trois années pour les plus efficaces.

Aujourd'hui, l'harmonisation de la norme internationale propose un cursus d'études sous la

litant la mobilité des étudiants et permettant des échanges internationaux pour que chacun puisse se construire à sa convenance. Malheureusement, ce n'est pas aussi simple et les échanges entre universités ou écoles restent difficiles, puisque certaines, pour accepter l'entrée des étudiants dans un cycle (surtout en Master), exigent des prérequis quant aux matières étudiées pour l'obtention des crédits.

LE PARCOURS LMD

En fait, à l'IHEM, les trois premières années forment la Licence obtenue par capitalisation

(suite en page 7)

GESTION D'ENTREPRISE

L'IHEM et le système Licence Master Doctorat

(suite de la page 6)

de cent quatre-vingts crédits (soixante par année ou trente par semestre). La licence offre une formation générale dans les universités alors qu'à l'IHEM, il y a la possibilité de suivre, en deuxième année, notamment avec le DUT, des options pour entamer une spécialisation, ou du moins, pour se familiariser avec un domaine particulier et se convaincre qu'il est plus intéressant que les autres. Vient ensuite le Master composé de deux années (quatre semestres) qui est validé par l'obtention de cent vingt crédits. Les deux années de Master sont clairement différenciées comme l'étaient à l'époque la Maîtrise et les DESS et DEA. La première année propose des formations spécifiques qui préparent à l'orientation de la seconde année. La seconde année de Master (anciennement DESS et DEA) permet une spécialisation plus importante. Elle est formée de spécialités professionnelles ou de recherche diverses. Les Masters dits "professionnels" débouchent normalement directement sur la recherche d'un emploi et clôturent la fin des études par l'obtention du titre. Les Masters dits "recherche" donnent aussi le titre et ouvrent la voie aux doctorats plus qu'à la professionnalisation directe. Le Doctorat constitue la dernière étape possible du cursus. Il se déroule dans l'absolu sur trois ans (six semestres) et permet la capitalisation de cent quatre-vingts crédits de plus. Le Doctorat n'est sanctionné que par la venue en soutenance de la thèse. Même si, durant les années de thèse, l'école peut exiger des étudiants, de suivre certaines formations, et/ou de faire des communications scientifiques, et/ou de diffuser par un autre moyen de connaissance, et/ou de réaliser des stages de recherche dans des laboratoires différents de leur centre de recherche d'origine.

LE PROFIL DE BASE

Il est bon de rappeler que pour entrer en Licence, seul le baccalauréat est exigé (premier diplôme universitaire en réalité) ou à défaut, le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires) de l'IHEM et dans certains cas, la possibilité de faire valider des acquis professionnels comme étant équivalents au baccalauréat. Avoir un "esprit scientifique" et de bonnes capacités en mathématiques et économie est un atout durant les premières années de licence, notamment en sciences de gestion, sciences de la

santé et sciences industrielles.

LA VALIDATION DU CURSUS

Dans tous les cas, les années s'enchaînent. Et comme le définissaient si bien Stéphane et Agnès RUSINEK dans *Je réussis mes études de psychologie*, "il faut avoir validé les deux semestres de la première année

pour pouvoir s'inscrire en deuxième année, avec toutefois, dans certains cas, la possibilité d'enjambement, c'est-à-dire l'autorisation de suivre les cours de l'année suivante et d'en passer les évaluations, sous réserve de valider les unités d'enseignements qui seraient défailtantes dans l'année précédente. Toutefois, ces enjambements sont soumis à des conditions qui peuvent

(suite en page 10)



L'IHEM - Institut des Hautes l'Ecole supérieure de ré

L'Institut des Hautes Etudes de Management en abrégé I.H.E.M. est un établissement privé d'enseignement supérieur de gestion des entreprises et des administrations, sous régime LMD, reconnu par l'Etat.

Fondée en septembre 2005 par M. Constant OYONO EBANG OBAME, cette Ecole offre aux étudiants, un enseignement pluridisciplinaire entièrement consacré aux études économiques et commerciales et constituant, une véritable synthèse de connaissances dans le domaine du Management des entreprises et des administrations à partir d'une unité de conception et de méthode induisant une forte complémentarité du corps professoral et une large possibilité d'options offertes aux étudiants.

L'I.H.E.M. entend donner aux étudiants venant de tous les horizons, une formation reposant sur un parcours prestigieux et conduisant à des postes à hautes responsabilités dans les administrations nationales, les organisations internationales, les entreprises industrielles, commerciales ou de service, les banques et les sociétés d'assurance ou de conseil, les cabinets juridiques ou la création de leurs propres entreprises.

Et c'est pourquoi, l'Ecole a mis en place une politique de coopération avec un certain nombre d'universités et d'Ecoles en Afrique (Université de Douala - Cameroun), en Europe (Neoma Business School - France) et en Amérique du nord (ESG-UQUAM - Canada). L'I.H.E.M qui croit que la formation technique et professionnelle doit s'accompagner à part égale de la culture générale, entend former des professionnels capables de maîtriser les nouveaux courants économiques et commerciaux et ayant une bonne ouverture intellectuelle, nécessaire à tout décideur.

A cet effet, des formations de premier, second et troisième cycles sont proposées conduisant à une diplomation homologuée par l'Etat, à finalité technique et professionnelle, à savoir :

- Le Bachelor ou Licence professionnelle en trois (3) années après le Baccalauréat (Cycle normal : 180 crédits) ou en 1 année après le DUT (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- Le Masterou DESS 2 en deux (2) années après la Licence (Cycle normal : 120 crédits) ou en une (1) année après la Maîtrise d'université (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- L'Exécutive MBA (Master of Business Administration) en deux années après le Master 2, le DESS ou le DEA (Cycle normal : 90 crédits) ou en une année (Cycle spécial : 45 crédits) ;
- Le Doctorat en une (1) année après l'Exécutive MBA

Le modèle de formation que développe l'I.H.E.M, un modèle internationalement reconnu pour le Management de haut niveau, est basé grosso modo sur deux grands principes :

- Une sélection rigoureuse des candidats;
- Une volonté d'excellence académique en prise directe avec la réalité de la vie professionnelle.

PROGRAMME DE BACHELOR SPECIALISE OU LICENCE PROFESSIONNELLE

Le programme de Bachelor ou Licence professionnelle qui s'étend sur une année est d'abord recommandé aux professionnels, fonctionnaires et aux détenteurs d'un diplôme supérieur (DUT ou l'équivalent, LP 2 soit BAC + 2) en activité de préférence et ayant des connaissances en marketing, commerce, finance, gestion, comptabilité, communication, administration et informatique.

Ensuite, les élèves détenteurs du baccalauréat, toutes séries confondues, peuvent y être inscrits pour une formation d'une durée de trois (3) années avec la possibilité de passer le DUT en LP 2.

Le programme de Bachelor a pour thème général, les rapports entre l'entreprise ou l'administration et le management. De là, découlent ses deux caractéristiques :

- C'est un programme d'initiation : il a pour objet d'introduire au langage, au raisonnement et aux grandes divisions managériales, de rendre familier le monde du management ;
- C'est un programme de synthèse: partant de l'idée que les différentes disciplines managériales applicables à l'entreprise et d'abord le marketing, ne se comprennent bien qu'à partir de solides connaissances en gestion, il lie en permanence, l'étude de cette discipline aux autres disciplines: commerce, communication, administration, finance et comptabilité.

En tout, il comporte, tous les éléments d'une bonne formation en Gestion des entreprises et des administrations dont les options proposées sont:

- 1 - Information et Communication. Options : Communication d'Entreprise* / Marketing communication**.
- 2 - Gestion commerciale. Options : Techniques de commercialisation* / Commerce international* / Douane transit* / Gestion logistique et transport** Management des unités commerciales* / Marketing et commerce international**.
- 3 - Gestion financière et comptable. Options : Comptabilité gestion* / Banque finance* / Finance comptabilité** / Banque assurance* / Assurance* / Audit et contrôle de gestion financière***.
- 4 - Gestion administrative. Options : Administration générale* / Administration diplomatique et consulaire** / Administration des affaires maritimes** / Administration scolaire et universitaire** / Administration du travail**
- 5 - Gestion de la sécurité sociale**
- 6 - Gestion des ressources humaines*. Options : Gestion du personnel* / Administration du personnel** / Audit et contrôle de gestion sociale***.
- 7 - Gestion touristique. Options : Gestion touristique et hôtelière* / Gestion touristique et environnementale** / Tourisme international**

8 - Droit des affaires et carrières juridiques **. Options : Assistant juridique**/ Conseil juridique**

9 - Gestion et administration des institutions hospitalières

10 - Gestion et administration des collectivités locales

* DUT

** Licence professionnelle

*** Master

LE MASTER'S IN MANAGEMENT, L'EXECUTIVE MBA ET LE DOCTORAT

Le programme de Master's de l'I.H.E.M qui s'étend sur dix huit (18) mois est d'abord recommandé aux personnes titulaires d'un diplôme de Bachelor ou Licence professionnelle ayant de bonnes connaissances en matière de gestion. Il peut s'étendre également sur neuf mois dont trois en stage pour les élèves titulaires d'un diplôme de Master 1 ou de la Maîtrise d'université.

L'Exécutive MBA - Master of Business Administration s'étend sur 12 mois de formation dont 6 mois de recherche et reçoit des étudiants titulaires d'un Master 2 professionnel de recherche. Le Doctorat quant à lui s'étend sur une année après l'Exécutive MBA

Il s'agit de former des cadres spécialistes du Management, capables de mener à bien des missions de diagnostic, de planification et de conception des systèmes de gestion, d'organisation des entreprises et de maîtrise des processus décisionnels.

Cette formation en même temps généraliste et spécialisée au Management de haut niveau repose sur cinq principes:

- Stimuler les capacités intellectuelles;
- Favoriser le développement personnel;
- Produire des décideurs opérationnels capables d'assurer un haut niveau de responsabilité;
- Renforcer l'adaptabilité et la mobilité des dirigeants de demain;
- Développer et acquérir une vision internationale.

Cette formation met donc l'accent sur la gestion conçue comme un processus intégré et exige de la part des étudiants, une perception globale de l'environnement économique, technique, culturel et éthique de l'entreprise.

ORIENTATION ET PLACEMENT

Le service information et orientation de l'I.H.E.M sur les filières de formation et carrières offre des prestations visant à assurer des relations optimales entre les diplômés et entreprises :

FRAIS DE SCOLARITE

CYCLES	D.U.T.	BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE	MASTER'S 1 & 2	MBA	DOCTORAT
Frais de scolarité	Jour ou soir cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial / Cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial
Inscription	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
1 ^{ère} option	540000	720 000	900 000	1200 000	1800.000
2 ^{ème} option	270000 x2	360 000 x 2	450 000 x 2	600 000 x 2	900.000 x 2
3 ^{ème} option	180000 x3	240 000 x 3	300 000 x 3	400 000 x 3	600.000 x 3
4 ^{ème} option	90000 x6	120 000 x 6	150000 x 6	200 000 x 6	300.000 x 6
5 ^{ème} option	70000 x8	90000 x 8	115000 x 8	-	-

PIECES A FOURNIR POUR L'INSCRIPTION

1. Lettre de motivation du candidat adressée à l'Administrateur Directeur Général l'I.H.E.M ;
2. Copie légalisée de l'acte de naissance ;
3. Copie légalisée de diplôme du Bac, du DAEU, du D.U.T. / B.T.S. / D.T.S, de la Licence, la Maîtrise, du DEA, du Master 2, du MBA ou l'équivalent ;
4. Attestation d'expérience professionnelle pour les travailleurs ;
5. 4 Photos d'identité ;
6. Frais d'inscription + 1er versement selon l'option choisie ;
7. Frais de mutuelle junior entreprise : 20 000 FCFA (payable à l'inscription);
8. Uniforme scolaire (2 tenues + polo) : 100 000 FCFA ;
9. Frais d'examen de fin d'année : D U T : 60 000 FCFA ; Licence professionnelle : 80 000 FCFA ; Master 2 : 100 000 FCFA ; Exécutive MBA : 200 000 FCFA ; Doctorat : 300 000 FCFA
10. Frais de soutenance D U T : 50 000 FCFA / L P : 70 000 FCFA / Master : 100 000 FCFA / MBA : 200 000 FCFA / Doctorat : 300 000 FCFA.

PROFIL DES ENSEIGNANTS :

1. Agrégation
2. Doctorat 3^{ème} cycle
3. DESS / DEA / Master (+ expérience professionnelle)

ENCADREMENT SCIENTIFIQUE : Cinq professeurs agrégés des sciences économiques et des sciences de gestion en plus de 15 maîtres assistants des universités.

TUTELLE ACADEMIQUE : Université Omar Bongo de Libreville

En dehors de l'Administration, du Conseil scientifique et pédagogique, du Conseil de discipline, l'IHEM a mis en place une Commission d'homologation et de validation, un service information et orientation chargé des relations avec les opérateurs économiques, une association d'étudiants et d'anciens étudiants et une junior entreprise dénommée " Junior Entreprise Excellence "

L'IHEM
et c
Il
après

Etudes de Management, Référence au Gabon



PARTENARIAT AVEC L'ETAT - BOURSIERS ACCEPTÉS

PREPARATION
AUX DIPLOMES D'ETAT DE:

DIPLOME UNIVERSITAIRE
DE TECHNOLOGIE - DUT

BACHELOR / LICENCE
PROFESSIONNELLE

MASTER / DESS

MASTER
OF BUSINESS

ADMINISTRATION - EXECUTIVE MBA

DOCTORAT

● Pôle des sciences de gestion

- Gestion commerciale, Communication marketing, Transit douane et Logistique transport
- Gestion touristique, hôtelière et environnementale
- Droit des affaires et Carrières juridiques
- Gestion financière, Banque assurance et Comptabilité
- Gestion administrative, Ressources humaines, Collectivités locales et Institutions hospitalières

● Pôles des sciences de la santé, et des sciences de l'industrie, ouverts dès l'année académique 2014 - 2015

L'IHEM, pour une bonne formation de proximité et l'excellence au service des générations !

Etablissement privé d'Enseignement supérieur de Gestion des entreprises et des administrations agréé par l'Etat
 Contrat de partenariat N°00420/MENESTFPCJS avec le gouvernement gabonais
 Campus A sis à STFO / Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie / Campus C sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon
 B.P. 26 764 Tél : 06 06 88 34 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77
 Libreville - Gabon
 Site web : www.ihem-gb.org

Forme pour l'insertion directe des techniciens cadres supérieurs sur le marché de l'emploi. n'en demeure pas moins que les étudiants s le Master, puissent poursuivre leurs études en MBA et Doctorat à l'institut

● Résultats satisfaisants aux examens de DUT, Licence professionnelle et Masters. Parce que le futur se formule au présent, des professeurs d'universités et de grandes écoles vous y attendent.

Ils ont dit...

"Je tiens à remercier monsieur constant Oyono pour m'avoir permis de bénéficier d'une formation de qualité au sein de l'IHEM..."



Kabayi Adrien, Licence de Communication Marketing, diplômé de l'IHEM, actuellement instructeur de communication sociale au ministère de la santé.

"Tous mes encouragements à l'IHEM qui m'a permis de recevoir une formation solide à travers des enseignants et des enseignements de qualité. Je suis entièrement satisfait de ma formation et je convie tous ceux qui désire avoir une formation supérieure de qualité à s'y inscrire."



Biesnade Bibouthou, Titulaire du Master de GRH et Responsable des relations publiques au Fonds routier

"Après une très bonne formation ponctuée par l'obtention d'une licence en Communication-Marketing à l'IHEM, je suis désormais employée chez Airtel Gabon."



Vanessa Dos Reis Kowe, Agent commercial à Airtel Gabon

"Grace aux enseignements que j'ai reçu à l'IHEM, aujourd'hui je suis fonctionnaire municipal et je gagne dignement ma vie."



Jaurès Molière Nzenge, Licence de Communication Marketing, Fonctionnaire municipal

"J'ai reçu une excellente formation à l'IHEM qui me permet aujourd'hui d'assumer avec brio mes fonctions."



Hary Rakilo, Licence professionnelle, Conseiller au Conseil économique et social.
 La rédaction